

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de la réglementation
et de l'environnement

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE

Arrêté de mise en demeure
Sas Granulats Bourgogne Auvergne
«Pont de Colonne»
21230 ARNAY-le-DUC

Carrière de Marmagne «Les Camuzeaux»

N° 2014057-0001

Vu le code de l'environnement, livre V titre 1er, articles L171-6, L171-8, L514-5,

Vu l'arrêté préfectoral n° 11-00174 du 19 janvier 2011, autorisant la SAS GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Marmagne, lieudit «Les Camuzeaux» sous la rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le rapport de visite de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant le 8 janvier 2014, conformément à l'article L171-6 du code de l'environnement,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à cette transmission,

Considérant que lors de la visite du 27 novembre 2013, les inspecteurs de l'environnement, (spécialité installations classées) ont constaté le non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation suivantes :

- article 2.1.4 : absence de clôture dans la partie du site longeant la voie SNCF (Est du site)
- article 4.3.2.1 : dépassements des valeurs limite de rejet d'eau en sortie des déshuileurs-séparateurs (paramètre MES),
- article 4.3.2.2: dépassements des valeurs limite de rejet d'eau en sortie des systèmes S1, S2 et S3 (paramètres MES et P),
- article 6.2.1 : dépassements des valeurs limite d'émergence au niveau des zones à émergence réglementées (bruit),
- article 9.2.4 : absence de procédure d'auto-surveillance des tirs de mine par enregistrement des vibrations et de la surpression,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé,

Considérant qu'il convient d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La SAS GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE , dont le siège social est situé « Pont de Colonne » 21230 Arnay-le-Duc est mise en demeure de respecter les dispositions des articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2011 suivants :

sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2.1.4 : mise en place d'une clôture efficace en limite de site dans la partie longeant la voie SNCF (Est du site)
- article 4.3.2 1: respect des valeurs limite de rejet d'eau en sortie des déshuileurs-séparateurs (paramètres MES)
- article 4.3.2.2 : respect des valeurs limite de rejet d'eau en sortie des systèmes S1, S2 et S3 (paramètres MES et P),
- article 9.2.4 : mise en place d'une procédure d'auto-surveillance des tirs de mine par enregistrement des vibrations et de la surpression

sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- article 6.2.1 : respect des valeurs limite d'émergence au niveau des zones à émergence réglementées (bruit)

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

ARTICLE 4 – EXECUTION ET COPIES :

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS Granulats Bourgogne Auvergne et dont copie sera faite à :

- M. le maire de Marmagne
- M. le sous-préfet d'Autun
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le 26 FEV. 2014

Le préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN